
LAURENT BIGORNE

DE LA NÉCESSITÉ
DE LA SÉLECTION
ET DE SES MODALITÉS ¹

121

« J e vous félicite pour votre brillant succès. Aucun étudiant de Sciences Po ne fait partie de l'élite. Si vous faites partie de l'élite, cela se saura plus tard, par votre action dans la vie professionnelle, par votre œuvre. Vous êtes admis à Sciences Po, ce n'est pas un point d'arrivée, c'est un point de départ. Bon travail. » C'est par ces mots que Richard Descoings², directeur de Sciences Po de 1996 à 2012, accueillit en septembre 2001 les dix-sept premiers élèves admis dans son établissement grâce au système des « conventions d'éducation prioritaire », qu'il avait imaginé et mis en place. C'était sa manière d'exprimer à ces jeunes gens, qui quelques mois plus tôt n'auraient jamais pensé accéder à Sciences Po, que l'élite de ce pays pouvait bien être le fruit d'une forme de méritocratie plutôt qu'une caste qui se reproduit.

Quelques mois avant le séisme du printemps 2002, qui vit Jean-Marie Le Pen accéder au second tour de l'élection présidentielle aux dépens de Lionel Jospin, ce grand directeur avait saisi que le recrutement de son établissement devait s'élargir et il avait agi. Ambitieux pour Sciences Po et pour son pays, il avait choisi d'aller à rebours d'un système dénoncé par Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts à l'époque du Front populaire, bataillant contre l'École libre des sciences politiques, accusée de favoriser « une classe privilégiée restreinte dont

1. L'auteur remercie Alice Baudry, responsable des affaires internationales à l'institut Montaigne, pour ses recherches comme pour sa relecture très précieuse.

2. Cité par Cyril Delhay, *Promotion ZEP. Des quartiers à Sciences Po*, Paris, Hachette, 2006, p. 48-49.

les intérêts et les sentiments peuvent ne pas coïncider avec ceux de l'ensemble de la nation³ ».

L'introduction des conventions d'éducation prioritaire à Sciences Po n'a pas été qu'un long fleuve tranquille. Il a fallu soutenir la longue bataille juridique initiée par un syndicat étudiant très ancré à droite, l'Union nationale interuniversitaire, et aussi convaincre des étudiants parfois très opposés à cette politique, comme le rapporte Cyril Delhay, à l'époque chargé de mission auprès de Richard Descoings : lors de la présentation du projet, « un étudiant en année de diplôme, Charles, se lève et s'exclame en levant la main droite dans un ample mouvement circulaire : "Mais qu'on leur donne de l'argent !" , de peur qu'on touche aux modes de sélection⁴ ». Au fond, ce volontarisme de Sciences Po n'a été possible que par une augmentation importante des effectifs de l'établissement... c'est-à-dire le contraire d'une politique malthusienne et de contrôle de la qualité par la sélection à l'entrée. Il eût d'ailleurs été difficile de gagner ce combat en substituant les admis des conventions aux étudiants issus des procédures d'examen d'entrée ou intégrant l'établissement sur la base de leur mention « très bien » au baccalauréat.

En décembre 2016, Sciences Po a fêté le quinzième anniversaire des conventions d'éducation prioritaire et tiré le bilan de cette politique d'égalité des chances sans équivalent ou presque, qui a concerné onze mille candidats et permis l'admission de 1 161 d'entre eux. Parmi les étudiants fréquentant la rue Saint-Guillaume, 10 % étaient boursiers de l'enseignement supérieur en 2005, 30 % l'étaient à la rentrée 2016. Sciences Po accueille depuis lors une plus grande proportion de boursiers que les universités. Cette réussite remarquable doit beaucoup aux conventions d'éducation prioritaire ; elle doit surtout à la politique d'ensemble pensée et conduite par Richard Descoings dès 1996... Modification profonde des scolarités, ouverture de premiers cycles en région, droits de scolarité modulables en fonction du revenu des familles, bourses financées par Sciences Po venant doubler le soutien de l'État... C'est cette action résolue et systématique au service d'une vision très en avance sur son temps qui a permis ce formidable mouvement d'ouverture sociale.

Les gains sont tangibles au-delà de Sciences Po et même au-delà des diplômés concernés. Il a été démontré que les lycées qui ont le plus bénéficié de ce programme d'admission à Sciences Po étaient ceux qui

3. Cité par Philip Nord, *Le New Deal français*, Paris, Perrin, 2016, p. 87.

4. Cyril Delhay, *Promotion ZEP*, *op. cit.*, p. 46.

accueillaient la plus grande proportion d'élèves défavorisés⁵ ! Leur attractivité vis-à-vis d'élèves issus de familles plus assises socialement et économiquement a crû.

642 étudiants issus des conventions d'éducation prioritaire ont déjà été diplômés... Seule ombre au tableau, deux seulement ont réussi le concours de l'École nationale d'administration ou du ministère des Affaires étrangères. Comme directeur adjoint de Sciences Po, en charge des études et de la scolarité, j'ai souvent vu revenir l'interrogation sur cette ultime barrière infranchissable pour ces élèves et donc sur la persistance d'un plafond de verre insidieux au sein de la rue Saint-Guillaume. Bien sûr, on peut imaginer un mécanisme d'autocensure touchant particulièrement ces étudiants au moment de choisir la voie des concours administratifs⁶. On peut arguer que l'absence de modèle familial aura dissuadé certains de se lancer dans cette voie. On peut avancer que les écoles de la haute fonction publique n'ont sans doute pas fait tous les efforts nécessaires pour les attirer. Me reviennent cependant des discussions avec les étudiants recrutés grâce aux conventions les premières années : ils s'étonnaient de l'appétence de certains de leurs condisciples pour une voie qui conduisait à des carrières moins intéressantes et moins rémunératrices aussi que d'autres qui s'offraient à eux. Surtout, ils avaient pu mesurer l'échec patent de l'action publique dans les territoires dont ils étaient issus : insécurité, inégalités scolaires, d'accès à la santé, aux transports et évidemment à l'emploi...

123

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : DES PERFORMANCES SOCIALES EN BERNE

Cet exemple de matrice méritocratique de nos élites n'a pas vraiment essaimé en France, car la strate « aristocratique » de notre enseignement supérieur, notamment celle des grandes écoles, a peu suivi ce mouvement, résistant même aux injonctions politiques. Les progrès constatés dans certaines de ces grandes écoles demeurent bien « en deçà des objectifs qu'avaient fixés, début 2010, Nicolas Sarkozy et sa

5. Mame-Fatou Diagne et Étienne Wasmer, « Addressing Pre-market Discrimination through Geographically-Targeted Affirmative Action: The “Conventions Éducation Prioritaire” of Sciences Po », CiteSeerX.ist.psu.edu, 7 avril 2009.

6. En contrepoint, le documentaire réalisé par Sciences Po pour le quinzième anniversaire des conventions d'éducation prioritaire, « Sciences Po 2001-2016, 15 ans d'égalité des chances », donne la parole à un étudiant qui est en double diplôme Sciences Po-université Columbia.

ministre de l'Enseignement, Valérie Pécresse⁷ », à savoir pour chacune un minimum de 30 % de boursiers en trois ans. Aujourd'hui, notre enseignement supérieur court donc deux risques, se refermer sur lui-même socialement, d'une part, et intellectuellement s'il ne parvient pas à se réformer davantage, d'autre part. C'est du moins ce qui ressort d'une comparaison internationale systématique de nos performances en matière d'équité, mais aussi de nos performances dans la mondialisation. Nos étudiants pourront-ils travailler en anglais ? Sont-ils à même de faire face à la révolution numérique ? Leur formation laisse-t-elle suffisamment de place à la recherche et à ses outils ?

124 La faible démocratisation des formations les plus sélectives est d'ailleurs un thème souvent abordé dans de nombreux pays. Ainsi, au Royaume-Uni, sur le site internet du Russell Group, association qui réunit les vingt-quatre meilleures universités de recherche du pays – dont Oxford, Cambridge, la London School of Economics, University College London... –, le deuxième sujet de communication de ce « lobby universitaire » est celui lié aux enjeux qui touchent à l'admission en leur sein depuis 2007... (182 occurrences, contre 144 seulement pour la recherche !)⁸. L'université de Bristol, membre du Russell Group et cinquante-septième université mondiale selon le dernier classement de Shanghai, vient cependant d'annoncer un dispositif ambitieux qui va sans aucun doute provoquer un débat animé au Royaume-Uni.

Cette université est la première dans son pays à accepter de baisser ses exigences en matière de recrutement afin de faire une proposition d'admission à cinq élèves « prometteurs » de chaque établissement secondaire local⁹. À l'instar de Sciences Po, elle confiera la responsabilité de cette détection aux enseignants du secondaire. Comme si ce lieu de formation de l'élite avait entendu la voix des *Brexiters* lassés des succès du Royaume-Uni dans la mondialisation s'ils se traduisent dans le champ universitaire par une arrivée massive d'étudiants européens et du monde entier (22 % des étudiants de Bristol pour l'année universitaire 2016-2017¹⁰). Largement favorables au *Bremain*, les universités britanniques, véritables fabriques des élites du monde entier, se voient reprocher d'être le cheval de Troie de l'arrivée d'étrangers dans leur pays...

7. Claire Ané, « Grandes écoles : l'ouverture sociale progresse à petits pas », *Le Monde*, 30 juin 2015.

8. Il s'agit des *news* mises en avant par l'association. Cf. « News », RussellGroup.ac.uk.

9. « University of Bristol Announces Pioneering New Scheme to Tackle Social Mobility », Bristol.ac.uk, 15 décembre 2016.

10. « Student Numbers and Demographics », Bristol.ac.uk.

alors même que cette formidable attractivité internationale a produit en 2015 l'équivalent de 5,3 milliards d'euros en droits de scolarité et sans doute une somme équivalente en frais de vie de ces étudiants *overseas*, soit un total supérieur à 10 milliards d'euros, coïncé entre les résultats à l'exportation des filières viticole et aéronautique françaises !

Le débat en France ne se pose pas encore en ces termes, car la contribution de notre pays à la formation des élites mondiales est devenue marginale. Se pose même la question de savoir si la France continuera de former les siennes ou si elle parviendra à les retenir... Howard Davies, directeur de la London School of Economics de 2003 à 2011, qualifia un jour à Paris son établissement londonien de grande école française la plus attractive. D'autres pourraient revendiquer ce qualificatif et plus seulement au Royaume-Uni, ni pour le seul recrutement des étudiants. Que l'on songe notamment à la place prise en quelques années par les établissements suisses dans la carte européenne de l'enseignement supérieur : l'université de Saint-Gall et l'International Institute for Management Development à Lausanne pour les études commerciales, les Écoles polytechniques fédérales de Lausanne et de Zurich, l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève, etc. Sans évoquer même outre-Atlantique l'attractivité des États-Unis¹¹...

125

La France est parvenue à démocratiser l'accès aux études supérieures, sans parvenir toutefois à démocratiser la réussite de celles-ci. Là où elle a atteint un niveau d'excellence reconnu hors de ses frontières, elle a généralement échoué à diversifier les publics étudiants. L'absence d'ouverture sociale des formations les plus sélectives est emblématique de cet échec. Elle n'en est cependant pas le seul stigmate. En effet, la réforme licence-master-doctorat au début des années 2000 a focalisé l'attention sur le master – reprenant l'étage des DEA et DESS (diplômes d'études approfondies et supérieures spécialisées), dont les universités étaient légitimement fières –, délaissant pour partie le premier cycle, où l'échec reste massif et corrélé aux origines sociales : « Les sorties précoces sans diplôme de l'enseignement supérieur sont d'ampleur faible en classes préparatoires aux grandes écoles et en instituts universitaires de technologie, plus marquée en licence et en sections de technicien supérieur.

11. Qu'il nous soit permis de citer ici la remarquable étude de Ioanna Kohler, *Gone for Good? Partis pour de bon? Les expatriés de l'enseignement supérieur français aux États-Unis*, Paris, Institut Montaigne, 2010.

*Évolution de l'ouverture sociale
des systèmes scolaires français et allemands, 2003-2015*

	France			Allemagne		
	2015	2012	2003	2015	2012	2003
Corrélation entre le milieu socio-économique et les performances dans les résultats de l'enquête Pisa (%)	20	22,5	19,6	16	16,9	22,8
Élèves issus de milieux socio-économiques difficiles atteignant un score parmi les 25 % meilleurs (taux de résilience, en %)	3	4,9	7,4	8,7	7	5,6

126

SOURCES: d'après Philippe Aghion, Gilbert Cette et Élie Cohen, *Changer de modèle*, Paris, Odile Jacob, 2014, tableau 1.9, complété par *Pisa à la loupe*, n° 67, *Pisa 2015, les résultats à la loupe*, Paris, OCDE, 2016.

Elles sont le plus souvent le fait des bacheliers professionnels¹² » (56 % pour ces derniers, contre 9 % pour les bacheliers de l'enseignement général).

Au centre de ces préoccupations depuis les premières mesures prises par Sciences Po en 2001, les dirigeants de l'enseignement supérieur français ont du mal à faire admettre qu'ils ne partagent aucune responsabilité à ce sujet. Les grandes écoles quant à elles plaident non coupables et renvoient aux classes préparatoires qui les irriguent. Certaines accomplissent même des efforts louables¹³, mais les faits sont têtus.

On ne saurait cependant faire porter cette seule responsabilité à l'enseignement supérieur: ce serait à la fois injuste et inefficace. En effet, le mal vient de plus loin. L'enquête Pisa 2012 a pu montrer que la France est désormais le plus inégalitaire de tous les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), c'est-à-dire celui où les performances d'un élève de 15 ans sont le mieux expliquées

12. « Réussite et échec en premier cycle. Note d'information 13.10 », EnseignementSup-Recherche.gouv.fr, 21 novembre 2013.

13. Comme au sein du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures opéré par le lycée Henri-IV et l'université de recherche Paris Sciences et Lettres, dont l'ambition est d'accueillir entre 30 et 50 % de boursiers.

par son origine sociale. Les résultats de l'enquête Pisa 2015 publiés en décembre 2016 sont venus confirmer ce fait. Cinquième puissance économique mondiale, notre pays affiche désormais des performances scolaires globalement médiocres et un système inéquitable. En une décennie, la France a remplacé l'Allemagne dans le rôle du pays le moins ambitieux pour ses élèves les plus défavorisés ou issus de l'immigration. Il n'y a cependant aucune fatalité, puisque notre voisin outre-Rhin est parvenu à corriger et même à inverser cette tendance.

L'élite française ne peut donc pas ignorer que notre système éducatif souffre d'un déficit de performance, qu'il est inégalitaire et qu'en outre il se détériore. Plutôt que de le réformer efficacement, elle a appris à y échapper pour ses propres enfants, sachant très bien quels établissements fréquenter (dès l'école maternelle), quels autres éviter et de quelle manière y parvenir. Une fois le baccalauréat d'enseignement général obtenu, de préférence dans la « série reine », la scientifique, cette même élite sait très bien comment organiser le parcours de ses enfants entre les classes préparatoires aux grandes écoles et désormais les universités britanniques, américaines, canadiennes, suisses... Elle ne voit donc que de très loin la dégradation d'un système scolaire qui, à rebours des meilleurs travaux scientifiques internationaux, surinvestit dans le lycée (où le coût pour un élève est supérieur de 20 % à la moyenne de l'OCDE) et sous-investit dramatiquement dans l'école primaire (le coût pour un élève y est inférieur de 20 % à la moyenne de l'OCDE) et l'université. Dans un contexte de finances publiques tendu, de tels écarts indiquent bien ce que devraient être les priorités à venir.

127

UNE SÉLECTION QUI NE SUFFIT PLUS À ASSURER LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'appareil éducatif français traverse une crise profonde, mise en lumière par différentes enquêtes internationales : la première enquête Pisa date de 2000 et le premier classement de Shanghai a été publié en 2003. Le début de cette décennie a donc révélé un portrait inquiétant. Des résultats en recul constant, une école primaire incapable de corriger les inégalités, un enseignement secondaire qui entretient la défiance, des grandes écoles et des universités inaptes à jouer les premiers rôles dans la compétition internationale et largement dépassées par le modèle international des universités de recherche... Même la forteresse des mathématiques est assiégée depuis que l'enquête TIMSS (« Trends in International Mathematics and Science Study »), parue en novembre 2016, a souligné le retard

pris dans cette discipline par les élèves de CM1, dont les résultats sont les plus mauvais d'Europe¹⁴.

L'universalité et la verticalité de notre système éducatif, qui firent sa force et furent la colonne vertébrale de la sélection « républicaine » de nos élites, sont remises en cause parce qu'elles ne parviennent pas à profiter au plus grand nombre. L'économiste Yann Algan a démontré que « les méthodes verticales réussissent à une minorité de très bons élèves, mais elles sont inefficaces pour l'ensemble¹⁵ ». L'enquête Pisa, qui s'intéresse aux élèves à 15 ans, théoriquement en classe de seconde, montre bien la très forte polarisation entre ceux qui ont suivi un cursus régulier, dont le niveau est bien supérieur à la moyenne de l'OCDE, et ceux qui ont redoublé une ou plusieurs fois, ou qui ont quitté la voie de l'enseignement général, dont le niveau est très inférieur à cette

128 moyenne.

C'est évidemment parmi la minorité de « très bons élèves » que se recrute l'élite scolaire française, qui a vocation à accéder aux plus importantes responsabilités économiques, administratives et politiques. Dirigé par celle-ci, notre pays a fort logiquement tendance à se recroqueviller sur lui-même et à défendre son modèle scolaire alors qu'il faudrait « passer d'une école fondée sur l'universalité à une école tout aussi républicaine, mais fondée sur la maximisation des capacités de chacun¹⁶ ».

Ce modèle de formation n'essuie pas que les assauts des enquêtes ou des classements internationaux de l'OCDE, de l'université de Shanghai ou du *Times Higher Education*. De nombreux travaux et rapports se sont penchés sur la formation des élites françaises et expriment des critiques profondes qu'il faut entendre. Celles-ci alimentent bien sûr un certain *French-bashing*, par exemple dans le *Financial Times*, pour qui « les élites françaises n'ont pas été entraînées à réussir dans le monde mais dans le centre de Paris¹⁷ ».

Au-delà de la provocation, que nous apprend d'utile le miroir tendu par le *Financial Times* ? La sélection et la formation de nos élites les préparent-elles à affronter les défis de la mondialisation ? Il faut se pencher

14. L'échantillon français comprenait près de cinq mille élèves, qui ont obtenu une moyenne de 488 points en mathématiques et de 487 points en sciences, c'est-à-dire moins que la moyenne internationale (500) et européenne (525). Les pays voisins comme l'Allemagne, la Suède, la Pologne ou encore le Portugal affichent des scores de trente à soixante-dix points supérieurs.

15. Cf. une synthèse de ses travaux et réflexions dans « Rien ne peut expliquer que l'école amplifie les inégalités » (entretien avec Yann Algan), *Le Monde*, 25 août 2016.

16. *Ibid.*

17. Simon Kuper, « The French Elite: Where It Went Wrong », *Financial Times*, 10 mai 2013. (Sauf mention contraire, c'est l'auteur qui traduit.)

sur ce que disent les indicateurs dont nous disposons pour la pratique de l'anglais, la maîtrise de l'outil numérique et le rapport à la recherche de ceux qui sont formés en vue d'accéder aux emplois à responsabilité dans la fonction publique et le secteur privé.

La maîtrise de l'anglais

Même au cœur de Paris – ceux qui voient le Brexit comme une opportunité le déplorent –, l'offre scolaire en langue anglaise reste marginale, et ce n'est pas le résultat à un test reconnu internationalement qui sanctionne le niveau d'anglais au bac, mais une note sur 20 ! La « plus grande étude mondiale sur les compétences en anglais », l'« Education First English Proficiency Index », renvoie d'ailleurs la France au milieu du classement, loin des pays d'Europe du Nord, malgré des cours d'anglais accessibles à 92,2 % des enfants dès l'école primaire¹⁸.

129

Résultats de l'« Education First English Proficiency Index » (2015)

	<i>Classement (sur 70)</i>	<i>Score</i>	<i>Évolution depuis 2014</i>	<i>Niveau de compétences</i>
Suède	1	70,94	+ 3,14	Très élevé
Pays-Bas	2	70,58	+ 1,59	Très élevé
Danemark	3	70,05	+ 0,75	Très élevé
Norvège	4	67,83	+ 3,50	Très élevé
Finlande	5	65,32	+ 0,92	Très élevé
Slovénie	6	64,97	+ 4,37	Très élevé
Estonie	7	63,73	+ 2,34	Très élevé
Luxembourg	8	63,45	-	Très élevé
Pologne	9	62,95	- 1,31	Très élevé
[...]				
<i>France</i>	<i>37</i>	<i>51,84</i>	<i>- 0,86</i>	<i>Faible</i>

SOURCE: « La plus grande étude mondiale sur les compétences en anglais », EF.fr / EPI, résultats 2015.

Plus préoccupant encore, seuls 8 % des Français ayant passé le « First Certificate in English » de Cambridge en 2015 sont parvenus à obtenir la meilleure note à l'examen. Ce test peut être considéré comme une

18. « More than 80 % of Primary School Pupils in the EU Were Studying a Foreign Language in 2013 », EC.Europa.eu, 24 septembre 2015.

mesure fiable mais reflétant en tendance le niveau des élites françaises en anglais, car il n'est évidemment pas passé par la population dans son ensemble.

Résultats au «First Certificate in English» de Cambridge (2015)

<i>Pays</i>	<i>Note obtenue</i>			
	<i>Grade A</i>	<i>Grade B</i>	<i>Grade C</i>	<i>Échec</i>
Danemark	18,1 %	23,9 %	44,8 %	0,4 %
Estonie	18,6 %	12,2 %	28,0 %	24,5 %
Finlande	36,4 %	9,1 %	54,5 %	0 %
<i>France</i>	8 %	16 %	44,1 %	3,8 %
Luxembourg	6,3 %	14,3 %	39,7 %	1,6 %
Norvège	28,6 %	0 %	57,1 %	0 %
Pays-Bas	25,4 %	32,9 %	35,5 %	1,6 %
Pologne	11,4 %	22,9 %	42,9 %	5,6 %
Slovénie	34,4 %	30,5 %	26,6 %	0 %
Suède	11,8 %	29,4 %	51,5 %	1,5 %

SOURCE: «Cambridge English: First (FCE). Results», CambridgeEnglish.org, résultats 2015.

Si les formations universitaires les plus sélectives proposent aujourd'hui systématiquement des échanges, voire des doubles diplômes avec des partenaires internationaux, le niveau des étudiants français en anglais demeure médiocre. Cette situation se double de vieux réflexes malheureux, comme l'initiative prise par un nombre significatif de parlementaires en mai 2013 qui s'étaient opposés à l'article 2 du projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche autorisant l'enseignement en langue anglaise dans les établissements publics ou privés de notre pays. C'est le député Pouria Amirshahi, ancien président de l'Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique de 1994 à 1998, qui avait mené cette fronde contre le texte du gouvernement.

La compétence numérique

Les élites françaises ont été épinglées à plusieurs reprises à ce sujet, notamment dans un article remarqué en décembre 2013¹⁹. Trois ans plus tard – une éternité à l'échelle de l'ère digitale –, le problème reste

19. Laure Belot, «Les élites débordées par le numérique», *Le Monde*, 26 décembre 2013.

entier: « Pourquoi ce sujet qui représente l'avenir, la jeunesse, l'innovation, le dynamisme, la restauration de la puissance, pourquoi personne ne s'en empare pour en faire le cœur de son discours, de ses valeurs ? Il y a cependant des raisons objectives d'état d'esprit, nos élites sont le produit d'institutions issues du monde d'hier, plus dans le dressage, et il y a le traumatisme de la bulle. Aux États-Unis, il leur est resté Google, Amazon, Bill Clinton, et en France, rien, Vivendi a été balayé, France Télécom a failli faire banqueroute. Les gens se sont dit c'est dangereux ce truc-là on n'y retouche pas²⁰ ! »

Il est d'ailleurs éloquent que les principales initiatives françaises en matière de digital et d'enseignement supérieur aient été prises à l'écart de l'université. C'est le cas de Ionis, groupe privé d'enseignement supérieur, qui a conduit au succès deux écoles désormais très reconnues, l'Épita et l'Épitech. C'est le cas également de l'école « 42 » fondée par Xavier Niel... un peu comme l'avait été l'École libre des sciences politiques en 1872, sans lien avec le ministère de l'Éducation nationale, sans diplôme... et même sans enseignant ! À défaut de les avoir abrités ou suscités, les meilleures grandes écoles françaises – comme HEC – souhaitent désormais s'associer aux succès de 42 ou du groupe Ionis...

131

Une formation éloignée du système des grandes universités de recherche

Ce modèle a du mal à émerger en France alors qu'il s'est imposé en Amérique du Nord, en Europe et en Asie... Pour l'heure, trois établissements universitaires parisiens se classent dans le top 100 de Shanghai (dans l'ordre, Pierre-et-Marie-Curie, Paris-Sud et l'École normale supérieure) et le premier français est 39^e. Que dire de Saclay qui ne tient pas pour l'instant ses promesses, malgré les sommes considérables engagées²¹ ?

Ce lien distendu avec la recherche est fréquemment critiqué par des scientifiques de haut niveau. Ainsi l'économiste Francis Kramarz, dont les travaux publiés dans des revues internationales répondant aux tout meilleurs standards ont été mis en cause par un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS)²², leur répond vertement: « Ce n'est pas une remise en cause, bien au contraire, que d'être critiqué par des

20. « Colin-Verdier: "La sélection des élites est problématique" » (entretien avec Nicolas Colin et Henri Verdier), Rue89.NouvelObs.com, 26 août 2016.

21. L'université de recherche Paris Sciences et Lettres tire son épingle du jeu, et une récente simulation du classement de Shanghai montre que ce regroupement est en mesure de se classer première université française et vingt-cinquième université mondiale.

22. Bertrand Bissuel, « 35 heures: ce que dit le rapport secret de l'IGAS », *Le Monde*, 19 juillet 2016.

personnes dont je pense qu'elles sont essentiellement mal, voire pas, formées aux techniques d'évaluation des politiques publiques. La réalisation de ce rapport par l'IGAS me semble, en effet, symptomatique de la formation de nos élites administratives. Le bagage qu'elles acquièrent, durant leur scolarité à l'École nationale d'administration, en matière d'évaluation scientifique des politiques publiques est proche de zéro. L'enseignement dispensé dans cet établissement est bien loin de ce qui se fait à Harvard (Kennedy School), ou dans la plupart des *schools of public policy* aux États-Unis et maintenant à Sciences Po, qui vient de créer une telle formation²³. » Il fait ici allusion à l'École d'affaires publiques créée par Sciences Po en 2016 et dirigée par Yann Algan, qui a l'ambition d'aller bien au-delà de l'habituelle préparation aux concours administratifs. Allons jusqu'au bout de ce questionnement, l'École nationale d'administration doit-elle conserver son monopole ?

132

Le constat de cette quasi-rupture est également partagé par le sociologue Michel Wieviorka, pour qui « les responsables sont dépossédés d'une grande partie de leur pouvoir. Ils ne peuvent plus gérer le calendrier, fixer l'agenda, prescrire les catégories du débat, ils ne peuvent plus, communication aidant, imposer un mode de fonctionnement *bottom up*, ils n'ont plus, loin de là, la capacité de maîtriser un tant soit peu le jeu de l'information²⁴ ». Gilles Kepel, grand spécialiste du monde musulman, le soulignait plus durement dans un entretien qui dénonçait les attentats du 13 novembre 2015 comme le résultat d'« une défaillance des élites politiques françaises » : « Je fais une critique au vitriol de la façon dont nos élites politiques conçoivent la nation. La France – peut-être pour un Suisse cela apparaît-il de façon claire – est gangrenée par une haute fonction publique omnisciente et inculte qui méprise l'université, notamment les études qui sont dans mon domaine²⁵. »

Passé l'outrance, la critique demeure. Les élites françaises sont en délicatesse avec les universités, comme avec le système éducatif dans son ensemble, qu'elles ne parviennent pas vraiment à réformer. Dix ans se sont écoulés depuis la loi de 2007 sur l'autonomie des universités. Si cette loi n'est désormais plus vraiment contestée, il faut bien constater qu'elle n'a pas permis que ces dernières deviennent les pivots

23. Francis Kramarz, « Nos élites sont mal formées aux techniques d'évaluation des politiques publiques », *Le Monde*, 17 août 2016.

24. Michel Wieviorka, « Après Nice, la fin de l'arrogance du pouvoir politique et le retour des sciences sociales », *Le Monde*, 27 juillet 2016.

25. « Gilles Kepel : “Le 13 novembre ? Le résultat d'une faillite des élites politiques françaises” », *LeTemps.ch*, 26 novembre 2016.

d'un enseignement supérieur français performant, attractif et porteur de progrès social. Sa logique n'a pas été poussée à son terme, notamment en matière de liberté pédagogique. Notre système de formation des élites reste largement replié sur lui-même et rétif à la concurrence – c'est une critique qui touche le système éducatif dans son ensemble – et ne parvient pas à corriger certains de ses manques. Il est d'ailleurs de plus en plus facilement contourné par une partie de la jeunesse, dont on ne sait pas prédire si elle s'engagera en France dans le futur.

*

Jamais le système de formation des élites n'a été aussi inaccessible pour les populations les plus défavorisées. Jamais il n'a été le reflet d'un système éducatif aussi inégalitaire. Les événements politiques récents au Royaume-Uni avec le Brexit²⁶ et aux États-Unis avec l'élection de Donald Trump²⁷ montrent une rupture nette entre les citoyens les plus formés et ceux qui n'ont pas poursuivi leurs études après l'équivalent du baccalauréat. Cette fracture nourrit la vague populiste qui secoue ces vieilles démocraties et se nourrit également de la remise en cause systématique de l'expertise et des théories du complot qui prolifèrent à travers les réseaux sociaux²⁸. Cette coupure est évidemment le plus sûr terreau du populisme et des accidents démocratiques.

26. Les électeurs titulaires d'un master ont voté à 75 % pour rester dans l'Union européenne (et à 25 % pour en sortir). Ceux qui ont quitté l'école sans aucun diplôme ont fait l'inverse, votant à 73 % pour le Brexit (et à 27 % pour le maintien dans l'Union). Un rapport de la fondation Joseph-Rowntree a confirmé que l'accès à l'éducation a été le principal facteur d'explication du vote en faveur du maintien dans l'Union. Cf. «How the Education Gap Is Tearing Politics Apart», TheGuardian.com, 26 octobre 2016.

27. Hillary Clinton l'a largement emporté parmi les titulaires d'un *bachelor*, l'équivalent américain de la licence (49 % contre 45 %), et les titulaires d'un master (58 % contre 37 %) (« Election 2016: Exit Polls », NYTimes.com, 8 novembre 2016).

28. Une étude récente du Pew Research Center montre que 44 % des adultes américains prennent connaissance de l'actualité *via* Facebook (« News Use across Social Media Platforms 2016 », Journalism.org, 26 mai 2016).

R É S U M É

En matière de sélection des élites, le modèle des conventions d'éducation prioritaire de Sciences Po n'a pas vraiment essaimé en France. Aujourd'hui, la matrice de formation de nos élites fait face à deux risques, se refermer sur elle-même socialement, d'une part, et intellectuellement si elle ne parvient pas à se réformer davantage, d'autre part. C'est du moins ce qui ressort d'une comparaison internationale systématique de nos performances en matière d'équité, mais aussi de nos performances dans la mondialisation. Faut-il donner raison au French-bashing ambiant quand il prétend que « les élites françaises n'ont pas été entraînées à réussir dans le monde mais dans le centre de Paris » ?